



La Commune



La terre et le gaz sont à nous !

Bolivie

Entretien avec Angel Duran et Gabriel Pinto, dirigeants du Mouvement des Sans Terre de Bolivie (MST) et René Alarcon, membre de l'Etat-major du peuple et de la Coordination de défense du gaz .

Comme au Brésil, pays limitrophe de la Bolivie, la revendication de la terre tient une place centrale, les paysans sans-terre se sont organisés en MST.

Occupation de l'exploitation agricole de la belle-soeur de Lozada

A Collana, à 75 km au sud de La Paz, le Mouvement des Sans Terre occupe l'exploitation agricole d'un membre de la famille de Goni. Il exige de Mesa qu'il la nationalise et la cède aux agriculteurs de la région. Entrevue avec Angel Duran et Gabriel Pinto, dirigeants du MST de Bolivie.

La propriété de 2 000 hectares, qui produit du lait et des fromages, appartient à une belle-soeur de Lozada. Duran nous dit qu'elle "est sous l'administration des camarades de la région qui n'en sortiront pas tant qu'il n'y aura pas une réponse claire du gouvernement pour accéder à leurs demandes. Beaucoup de terres, remises par le gouvernement à des entrepreneurs qui ne les travaillent pas, doivent être rendues à l'Etat et transférées aux paysans qui veulent les cultiver." Pinto ajoute : "C'est un acte de récupération des terres de nos grands-parents, qui nous appartiennent de droit. Les agriculteurs de la communauté de Tolar administrent maintenant l'entreprise. Nous avons dû la saisir et la prendre parce que le gouvernement n'a pas honoré sa promesse de nous remettre des terres."

Nous demandons à Duran ce qu'il pense de la trêve : " Bien que je sois d'accord avec la trêve accordée au nouveau président par les syndicats, sur la question de la terre on ne peut attendre une minute de plus pour la résoudre. Nous ne pouvons plus attendre pour la remise de titres de propriété des 30 hectares sur le Gran Chaco, par exemple, dont la dernière occupation a coûté la vie à six paysans."

" Le gaz est à nous"

La Bolivie est le plus important producteur de gaz d'Amérique latine. Elle en possède 77 trillions de mètres cubes, mais elle n'administre pas cette ressource naturelle. Depuis 1985 et sous la première présidence de Lozada (1993/97) elle a cédé son droit de propriété en privatisant ses champs d'exploitation et ses réserves. Ensuite ce fut le projet de "capitaliser" les cinq entreprises stratégiques boliviennes, avec une participation privée, dont les bénéfices devaient en partie revenir aux retraités. En fait cet argent , 1 600 millions de dollars , finit sa course aux Bahamas. Les bénéficiaires pétroliers sont fabuleux, chaque dollar investi en rapporte dix, mais 18% seulement revient à la Bolivie, au lieu de 50% comme c'était précédemment. Tout a explosé quand il a s'agit de vendre le gaz aux yankees en passant par le Chili, le pays qui a enlevé à la Bolivie son unique accès à la mer.

C'est ce que nous explique René Alarcon, médecin et professeur universitaire, lié au MAS, membre de l'Etat Major du Peuple et de la Coordination de Défense du Gaz, qui regroupe différentes organisations sociales : "La Constitution Nationale déclare que "les gisements d'hydrocarbures sont du domaine imprescriptible de l'Etat ... aucun contrat ne peut changer sa propriété". La loi sur les hydrocarbures a fixé la répartition du profit à 82% pour les entreprises pétrolières étrangères et à peine 18% pour la Bolivie. Une misère ! Et Goni, avant de s'échapper, leur en donne la propriété. Si le nouveau président dit maintenant qu'il est avec le peuple, alors il doit annuler toutes ces lois et créer l'YPFB pour que le pays soit le patron à 50%."

Le MAS est rentré dans la lutte sous la pression de la situation. A aucun moment il n'a appelé à la centralisation de tous les secteurs, qui plus est, s'il n'a jamais participé aux réunions unitaires convoquées par El Alto, il s'est rendu à la table de "dialogue" organisée par l'église. Devant la chute inévitable de Lozada, Evo Morales s'est empressé de déclarer qu'il "appuie la démocratie et respecte l'ordre constitutionnel", un clair soutien à Mesa confirmé par son responsable du groupe parlementaire, Antonio Peredo qui "écartera la demande d'annuler la loi sur les hydrocarbures (...). Nous n'allons pas nous affronter au gouvernement car ses déclarations reflètent la chute du néolibéralisme. Mesa n'est pas notre président, mais nous le soutenons." Quotidien "La Razon" du 19 octobre.

A la chute de Lozada, le 18 octobre, la COB a voté un "repli stratégique". Son principal dirigeant, Jaime Solares, s'est réuni ce même jour avec Mesa, le lendemain le journal "El Diario" publiait cette déclaration du dirigeant de la COB : "Nous devons tous donner un coup de main, nous sommes disposés à travailler. Le peuple donnera son soutien aux nouvelles autorités si elles gouvernement pour les boliviens et laissent de côté les intérêts des multi-nationales". Juste avant la grande manifestation des paysans Aymaras sur la place San Francisco à La Paz, le lundi 20 octobre, le dirigeant du MIP et du syndicat paysan CSTUCB, Quispe s'est entretenu avec Mesa et lui a affirmé : "Si vous annulez le décret sur le gaz, cela voudra dire que vous êtes avec nous, vous serez notre ami et notre frère, vous serez notre président. Mais si vous ne l'annulez pas, ceci voudra dire que vous êtes au côté des "gringos" d'Amérique du nord et "nos van a meter bala"".

Loin des espoirs ouverts par la chute de Lozada, parmi les ouvriers et les paysans boliviens, les dirigeants ont tous décidé d'octroyer une trêve à Mesa. C'est ainsi, pour prendre celui qui semble le plus radical, Quispe, que le syndicat paysan dont il est le dirigeant "a décidé d' une trêve de quatre-vingt-dix jours pour que le gouvernement donne une réponse à ses principales demandes contenues dans les 72 points de sa pétition".

Les soutiens à Mesa

Vendredi 17 octobre, devant le Parlement, institution clef pour gouverner, le nouveau président de Bolivie Carlos Mesa Gisbert, ex vice-président de l'assassin Lozada, a pris ses fonctions. Les députés du MAS et du MIP, entre autres, ont voté pour lui, présenté comme une "issue institutionnelle". Sans le soutien des directions de ces partis et de la COB, il n'aurait pu assumer cette charge. L'église, les forces armées, la police nationale lui ont apporté aussi

leur soutien, ainsi que Kirchner, président de l'Argentine, Lula, président du Brésil, Chavez, président du Venezuela et l'ONU.

Journaliste et historien, Mesa n'a pris ses distances d'avec Lozada qu'après le massacre d'El Alto, cinq jours avant la fuite de celui-ci. Avant d'assumer ses fonctions, Mesa s'est réuni avec l'ambassadeur des USA qui ensuite lui a transmis "le soutien de Bush".

et à son gouvernement

Devant le rejet populaire des partis, Mesa a nommé des ministres "indépendants". Mais "indépendants" de qui ? Les ministres de la Présidence et des affaires paysannes sont des grands entrepreneurs. Six d'entre eux ont été membres des gouvernements antérieurs en tant que représentants de partis patronaux tels le MBL, le MNR ou l'ADN. Le ministre du développement économique est l'ex-président de la Banque centrale et ex-directeur de la Banque mondiale et du FMI. Le ministre de l'agriculture vient de promettre de "contrôler le déficit fiscal avec le FMI"...

Avec une marge étroite pour faire des concessions économiques et conditionné par les graves problèmes sociaux, Mesa va tenter quelques changements politiques "démocratisants" pour "ouvrir le dialogue". Pour cela il a créé deux nouveaux ministères, celui des Affaires indigènes et des peuples d'origine et celui de la Participation populaire, et donnera aussi plus d'importance au Bureau anti-corruption.

Comme l'avait promis Lozada, Mesa appellera à un référendum sur la question : faut-il oui ou non vendre le gaz. C'est un piège car le peuple a déjà décidé par son combat que le gaz devrait être de l'Etat. Il n'annulera pas la loi sur les hydrocarbures, elle sera seulement réformée partiellement. Aucun calendrier n'a été fixé pour la convocation de l'Assemblée Constituante et l'on ignore si elle le sera par les organisations sociales ou par les partis politiques. " l'abîme est toujours là !" s'est exclamé, avec lucidité, Mesa au moment de la prestation de serment de ses ministres...

Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Bolivie

Troisième mandat pour Evo Morales

Le dimanche 12 octobre la Bolivie votait pour désigner son nouveau président. Les derniers sondages donnaient Evo Morales vainqueur avec 56% de voix dès le premier tour. Les Boliviens viennent de... >>

Un pays en ébullition

Plus de 200 000 manifestants, ouvriers et paysans ont, à l'appel du MAS, de la CSUTCB (Confédération paysanne), de la Fejuve (Associations des habitants) de El Alto, de la COB (Centrale Ouvrière... >>

Rumeurs de coup d'état

élu avec près de 54 % des voix en décembre 2005, le premier Président amérindien de Bolivie, Evo Morales, soutenu par son parti le MAS, (Mouvement vers le Socialisme) majoritaire au Parlement, a... >>

Une nouvelle étape

l'adoption de la nouvelle Constitution et la décision prise par le gouvernement d'Evo Morales d'appeler à un référendum ouvrent une nouvelle étape dans situation politique que connaît la... >>

Une situation tendue

Le lundi 22 janvier 2006, il y a juste un an, Evo Morales accédait à la Présidence de la Bolivie avec 53,7 % des voix aux élections présidentielles. À l'occasion de cet anniversaire, il a fait... >>

Les plus mauvais jours

Evo Morales a gagné les élections présidentielles de décembre 2005 avec 54 % des voix. Avec ce score, il écrasait sans appel l'ensemble des partis des anciens Présidents, Sánchez de Losada et... >>

